



Charte départementale d'engagements des utilisateurs agricoles de produits phytopharmaceutiques

Objectifs de la Charte d'engagements

Dans un souci du « bien vivre ensemble », la présente Charte vise à favoriser le dialogue entre les habitants, les élus locaux et les agriculteurs et à répondre aux enjeux de santé publique liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, particulièrement à proximité des lieux habités.

Son objectif est aussi de formaliser les engagements des agriculteurs du Lot-et-Garonne à respecter des mesures de protection des personnes habitant à proximité des parcelles lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, en réponse au nouveau contexte légal et réglementaire et dans ce cadre uniquement, en se limitant aux mesures prévues par le décret.

La Charte précise notamment les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes en matière d'exposition des habitants. Elle constitue une condition nécessaire pour permettre une adaptation des distances de sécurité.

Contexte légal et réglementaire de la Charte d'engagements

Tenant compte des attentes sociétales, à l'Assemblée Nationale, le Ministre en charge de l'Agriculture souligne que *“Le Gouvernement appelle les utilisateurs à mettre en place des mesures pour réduire l'exposition aux produits phytopharmaceutiques et favoriser la coexistence des activités sur les territoires ruraux. Ces engagements seront formalisés dans des Chartes d'engagements des usagers, adaptées au contexte local et aux leviers effectivement mobilisables par la ou les exploitations.”* <http://www.assemblee-nationale.fr/15/cr-eco/17-18/c1718106.asp>

Par la suite, les Parlementaires, dans la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite *“loi EGALIM”*, adoptent un amendement gouvernemental visant à modifier l'article L. 253-8-III du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Cet article 83 subordonne l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à des mesures de protection des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées, sans précision sur ces mesures. Il prévoit que les utilisateurs formalisent ces mesures dans une Charte d'engagements à l'échelle départementale. Enfin, il renvoie à un décret le soin de préciser le contenu du dispositif.

Le décret d'application est le décret n°2019-1500 du 27 décembre 2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation. Ce texte fixe le contenu des Chartes, avec une obligation d'y intégrer les modalités d'information, les distances de sécurité par rapport aux zones d'habitation et les mesures apportant les garanties équivalentes et les modalités de dialogue et de conciliation. Les mesures, qui doivent ou peuvent être contenues dans la Charte, sont énumérées limitativement dans ce décret. Il indique, en outre, les modalités d'élaboration par les utilisateurs des Chartes et de validation par le Préfet.

Ce décret est lui-même précisé par un arrêté, celui du 27 décembre 2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et modifiant l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime. Cet arrêté fixe, pour tous les produits actuellement autorisés (hors produits de biocontrôle ou composés uniquement de substances à faible risque ou de base), des distances minimales à respecter lors du traitement des parties aériennes des plantes aux abords des habitations et les possibilités de réduire ces distances, dans le cadre des Chartes d'engagements. Il laisse à l'ANSES le soin de préciser les distances de sécurité pour tout nouveau produit autorisé ou réautorisé.

Champs d'application de la Charte d'engagements

La présente Charte d'engagements concerne les utilisations de produits phytopharmaceutiques, hors les produits de biocontrôle mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 253-6 dont les autorisations de mise sur le marché ne comportent pas de distances de sécurité et hors les produits composés uniquement de substances de base ou de substances à faible risque au sens du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/ CEE et 91/414/ CEE du Conseil, à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments, conformément à l'article L. 253-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime(CRPM).

En vertu de l'article D. 253-46-1-3 du CRPM, le choix a été fait d'appliquer la Charte d'engagements à la totalité de l'activité agricole du Lot-et-Garonne. Ce choix d'appliquer la Charte d'engagements à l'ensemble de l'activité agricole du département s'explique par une grande diversité de productions dans les exploitations agricoles, nécessitant une approche cohérente au sein de chaque exploitation et par des mesures de protection équivalentes aux distances de sécurité souvent très proches entre les différentes productions. Il tient également compte des spécificités de l'habitat dans notre département.

Modalités d'élaboration et de diffusion de la charte d'engagements

En conformité avec l'article D. 253-46-1-3 du CRPM, la charte d'engagements indique les modalités de son élaboration et de sa diffusion.

1) Modalités d'élaboration

La Charte d'engagements du département a été élaborée initialement par la FDSEA et les Jeunes Agriculteurs. Cette élaboration initiale a donné lieu à des réunions de concertation entre le 15/09/2019 et le 16/03/2020. L'objet même de ces réunions a été de bien positionner l'élaboration de la Charte dans le contexte agricole spécifique du Lot-et-Garonne et de son type d'urbanisation. En effet, le Lot-et-Garonne se caractérise par plus de 70 productions différentes, de l'arboriculture à la polyculture-élevage, en passant par les grandes cultures, le maraîchage ou encore l'horticulture.

Plus d'une quinzaine de réunions ont également été organisées avec les représentants des EPCI, des deux associations de Maires du département, du Conseil départemental, de la Fédération de Chasse et de la Fédération de pêche, entre le 15/09/2019 et le 16/03/2020.

Après avoir été présenté à l'ensemble des signataires et afin d'inciter les habitants du département vivant à proximité des parcelles agricoles où des produits phytopharmaceutiques sont épandus à donner leur avis, le projet de charte a été mis en consultation sur le site internet de la FDSEA du Lot-et-Garonne, du 11 mai 2020 au 21 juin 2020, avec annonce de la consultation dans le journal Sud-Ouest le 9 mai 2020 et dans le journal la Dépêche du Midi le 7 mai 2020.

2) Modalités de diffusion

La diffusion de la Charte d'engagements, tant vers les utilisateurs professionnels que les habitants, intervient à différents moments et s'appuie sur différents supports, dans l'objectif de favoriser le « bien vivre ensemble » dans les territoires.

- Une fois la concertation achevée avec le public, en vertu de l'article D. 253-46-1-3 du CRPM, la Charte d'engagements formalisée est transmise au Préfet de département avec le résultat de la concertation et la synthèse des observations du public réalisée. Dans les deux mois, cette Charte, avant approbation préfectorale, est publiée sur le site internet de la FDSEA de Lot-et-Garonne.
- Une fois approuvée par le Préfet, conformément à l'article D. 253-46-1-5 du CRPM, la Charte d'engagements est publiée sur le site internet de la préfecture. C'est cette version qui fait foi.
- La Charte d'engagements est également disponible sur le site internet de la FDSEA 47, organisation syndicale représentative opérant à l'échelle du département.
- Les utilisateurs professionnels que sont les agriculteurs sont informés de sa validation par des articles dans la presse agricole départementale. Le nouveau cadre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques est également présenté lors de réunions d'informations organisées par la FDSEA 47 et les JA 47.
- La Charte validée est transmise par courrier à l'ensemble des mairies du département, avec proposition de l'afficher afin d'informer l'ensemble des habitants de son existence et de favoriser le dialogue dans les territoires.
- Des temps d'informations et de débats portés par la FDSEA 47 et les JA 47 seront proposés aux agriculteurs et aux habitants via le site internet de la FDSEA 47.

Mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité de zones d'habitation

Les mesures introduites par la loi EGAlim, et précisées par l'article D. 253-46-1-2 du CRPM et l'arrêté du 27 décembre 2019, viennent compléter le socle réglementaire français pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, dont l'objectif était déjà de répondre aux enjeux majeurs de santé publique et de préservation de l'environnement. Ainsi, les applicateurs, d'une manière générale :

- utilisent uniquement des produits phytopharmaceutiques qui ont une autorisation de mise sur le marché ;
- respectent des prescriptions particulières relatives aux lieux dits « sensibles » (établissements scolaires, médico-sociaux, parcs publics...) accueillant des personnes vulnérables, tels que définis à l'article L. 253-7-1 du code rural ;
- prennent en compte les données météorologiques locales avant toute décision d'intervention, notamment la force du vent et l'intensité des précipitations qui font l'objet d'une réglementation particulière ;

- respectent les zones non traitées figurant dans la décision d'autorisation de mise sur le marché d'un produit commercial ou sur son étiquetage pour leur utilisation au voisinage des points d'eau (à minima 5 m) ;
- font contrôler les pulvérisateurs de l'exploitation au minimum tous les 5 ans jusqu'en 2020, 3 ans par la suite ;
- disposent d'un Certiphyto qui atteste une connaissance minimum sur les risques liés aux produits phytopharmaceutiques en terme de santé et d'environnement et s'assurent que l'ensemble des applicateurs de produits sur l'exploitation le détiennent également ;
- s'informent régulièrement des bonnes conditions d'utilisation des produits phytopharmaceutiques et des techniques alternatives en utilisant notamment les bulletins de santé du végétal ou les bulletins techniques préalablement aux décisions d'intervention.

Afin de renforcer la protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation, trois mesures de protection complémentaires sont mises en œuvre, en application de l'article D. 253-46-1-2 du CRPM.

1) Les modalités d'information

Afin d'informer et de favoriser le dialogue et la coexistence des activités dans les territoires ruraux, les finalités des traitements, les principales périodes de traitements et les catégories de produits phytopharmaceutiques utilisés pour protéger les principales productions du Lot-et-Garonne sont décrites en Annexe 2 de la présente charte.

2) Les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes définies en application de l'article L. 253-7 du CRPM

L'arrêté du 27 décembre 2019 instaure, pour les traitements des parties aériennes des plantes, pour certains produits phytopharmaceutiques, des distances de sécurité au voisinage de zones d'habitation.

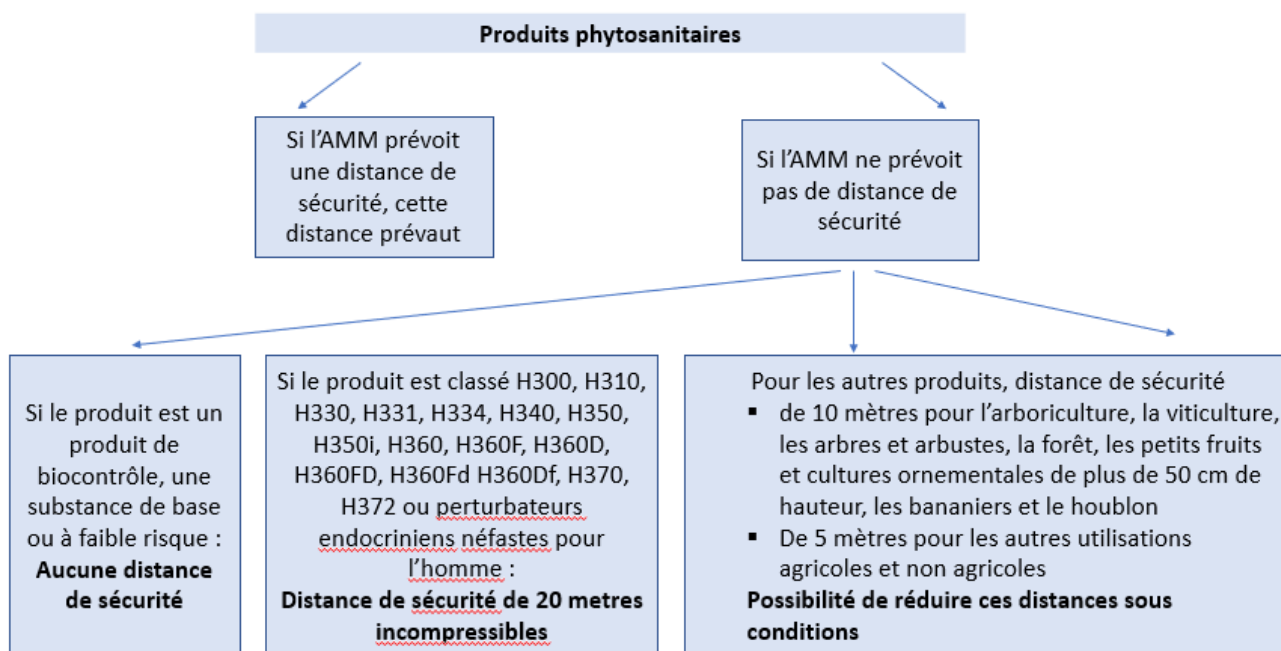
Les bâtiments habités sont des lieux d'habitation occupés. Ils comprennent notamment les locaux affectés à l'habitation, les logements d'étudiants, les résidences universitaires, les chambres d'hôtes, les gîtes ruraux, les meublés de tourisme, les centres de vacances, dès lors qu'ils sont régulièrement occupés ou fréquentés.

Les distances de sécurité s'établissent, dans les cas les plus courants d'une maison individuelle construite sur un terrain de quelques centaines de m², à la limite de la propriété.

S'il s'agit d'une très grande propriété, seule la zone d'agrément régulièrement fréquentée est à protéger par des distances de sécurité. Si la parcelle agricole et le terrain à usage d'agrément contiguë au bâtiment habité sont séparés, sur une profondeur d'au moins 20 mètres, par un terrain dépendant de ce bâtiment habité mais non aménagé en vue d'une occupation humaine régulière (espace boisé, friche, pré, ...), les traitements peuvent être effectués sans application des distances de sécurité.

En cas de caractère irrégulier ou discontinu de l'occupation d'un bâtiment et dès lors que le bâtiment n'est pas occupé le jour du traitement et dans les deux jours suivant le traitement, les traitements peuvent être effectués sans application des distances de sécurité, excepté si le propriétaire du bâtiment en fait la demande contraire à l'agriculteur, par lettre recommandée avec accusé réception. Dans une telle hypothèse, les distances de sécurité sont respectées, sans délai à compter de la réception du courrier de contestation où après règlement du différend au sein de la cellule de concertation prévue au point 3.

Selon les produits phytosanitaires, l'arrêt du 27 décembre 2019 fixe les distances de sécurité suivantes :



Les listes actualisées des produits sans distance de sécurité et des produits avec une distance de sécurité incompressible de 20 m sont accessibles sur des sites tenus par les Pouvoirs Publics, accessibles au lien suivant :

<https://agriculture.gouv.fr/distances-de-securite-pour-les-traitements-phytopharmaceutiques-proximite-des-habitations>

Les distances de sécurité ci-dessus peuvent être réduites sous conditions d'une Charte d'engagements approuvée par le Préfet et du respect de l'annexe 4 de l'arrêt du 27 décembre 2019, en vigueur au jour de la mise en œuvre de la Charte.

L'annexe 4 pourra être adaptée après avis de l'ANSES.

A titre d'information, au 27 décembre 2019, l'annexe 4 est la suivante :

- Arboriculture

Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
66% ou plus	5m

- Viticulture et autres cultures visées au 1^{er} tiret de l'article 14-2

Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
66% ou plus	5m
90% ou plus	3m

- Utilisations visées au 2^{ème} tiret de l'article 14-2

Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
66% ou plus	3m

Par ailleurs, pour les cultures visées par des distances de sécurité de 10 m, en cas de réalisation de traitements herbicides avec des pulvérisateurs à rampe notamment, la distance de sécurité est de 5 m.

Enfin, en cas de traitements nécessaires à la destruction et à la prévention de la propagation des organismes nuisibles réglementés au sens du I de l'article L. 251-3 du CRPM, les distances de sécurité peuvent ne pas s'appliquer, sous réserve de dispositions spécifiques précisées par l'arrêté de lutte ministériel ou préfectoral.

3) Les modalités de dialogue et de conciliation entre les utilisateurs et les habitants concernés

La Charte départementale vise à favoriser la coexistence des activités dans les territoires ruraux dans un esprit de dialogue et de conciliation entre les agriculteurs et les habitants.

C'est pourquoi, la Charte d'engagements du Lot-et-Garonne instaure un comité de suivi à l'échelle du département. Les organisations syndicales représentatives qui élaborent la Charte désignent les membres du comité de suivi. Ces membres sont choisis notamment parmi des représentants des organisations professionnelles agricoles opérant à l'échelle du département, des collectivités locales, de la Préfecture et des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées par des produits phyto-pharmaceutiques.

Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an pour faire le point sur la mise en œuvre de la Charte. Les comptes-rendus des réunions sont communiqués sur le site internet de la FDSEA 47, permettant d'informer sur l'état du dialogue et de la conciliation dans le département.

En cas de difficulté ou conflit constaté sur une commune concernée par la mise en œuvre de la Charte d'engagements, le comité de suivi désignera une cellule de concertation. Cette cellule n'a pas pour but de se substituer aux personnes morales disposant du pouvoir de police ou du pouvoir judiciaire. Son rôle est de favoriser le dialogue local, de dresser un constat objectif de la situation et de proposer un règlement du conflit, avec pour but la coexistence des activités dans les territoires ruraux.

Modalités de révision de la Charte d'engagements

La présente Charte d'engagements peut être révisée en respectant les mêmes modalités de concertation publique.

Principes Généraux dans le Lot-et-Garonne

DISTANCES MINIMALES

Entre les zones d'épandages et les zones d'habitation



Pour les produits les plus dangereux*



20 m

Distance incompressible

Pour les autres produits phytopharmaceutiques

5 m

pour l'arboriculture, les arbres et arbustes, les petits fruits et cultures ornementales de plus de 50 cm de hauteur,

3 m

pour les autres cultures

À condition d'avoir recours à des matériels de pulvérisation les plus performants sur le plan environnemental, ou de techniques réductrices de dérives,

Viticulture : 3 ou 5 m selon le matériel utilisé



Dans le cas où la distance séparant le champ de la clôture est supérieur aux distances minimales, **AUCUNE DISTANCE À RESPECTER.**

Annexe 2 : Que sont les produits phytopharmaceutiques :

Il existe deux catégories de produits :

- **Les biocides**, ou désinfectants, définis comme les substances actives ou produits « destinées à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre de toute autre manière, par une action chimique ou biologique ».
- **Les produits phytopharmaceutiques**, définis comme les « produits, sous la forme dans laquelle ils sont livrés à l'utilisateur, composés de substances actives, phytoprotecteurs ou synergistes, ou en contenant, et destinés à l'un des usages suivants :
 - protéger les végétaux ou les produits végétaux contre tous les organismes nuisibles ou prévenir l'action de ceux-ci, sauf si ces produits sont censés être utilisés principalement pour des raisons d'hygiène plutôt que pour la protection des végétaux ou des produits végétaux ;
 - exercer une action sur les processus vitaux des végétaux, telles les substances, autres que les substances nutritives, exerçant une action sur leur croissance ;
 - assurer la conservation des produits végétaux, pour autant que ces substances ou produits ne fassent pas l'objet de dispositions communautaires particulières concernant les agents conservateurs ;
 - détruire les végétaux ou les parties de végétaux indésirables, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux ;
 - freiner ou prévenir une croissance indésirable des végétaux, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux. »

Il est nécessaire de distinguer les substances actives des produits :

- **les substances actives** sont les « substances, y compris les micro-organismes, exerçant une action générale ou spécifique sur les organismes nuisibles ou sur les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux ». Les substances actives sont autorisées au niveau de l'Union Européenne.
- **les produits** sont « les mélanges ou les solutions composés de deux ou plusieurs substances destinés à être utilisés comme produits phytopharmaceutiques ou adjuvants ». Les produits contenant des substances actives autorisées au niveau de l'Union Européenne, doivent faire l'objet d'une évaluation et d'une autorisation nationale

Conformément à l'article D. 253-8 du Code rural et de la pêche maritime, **un usage correspond à « l'association d'un végétal, produit végétal ou famille de végétaux avec un ravageur, groupe de ravageurs, maladie ou groupe de maladies contre lequel le produit est dirigé ou avec une fonction ou un mode d'application de ces produits »**

Il existe plusieurs grandes catégories de produits phytosanitaires :

- **les herbicides** sont destinés à lutter contre les adventices qui concurrencent directement les cultures ;
- **les fongicides** servent à combattre les maladies causées par des champignons ou par des organismes filamenteux parasites ;
- **les insecticides** ciblent les insectes ravageurs.

Quelle réglementation ?

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, adoptée le 13 octobre 2014, confie à l'Anses, à partir du 1er juillet 2015, la gestion des autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et supports de culture, et des adjuvants. Jusqu'au 1er juillet 2015, ces autorisations étaient du ressort du ministère chargé de l'agriculture. Le registre des décisions regroupe l'ensemble des documents relatifs aux autorisations de mise sur le marché et permis des produits phytopharmaceutiques, adjuvants, mélanges, matières fertilisantes et supports de culture, produits mixtes ainsi que les conclusions d'évaluation et éventuellement les documents annexes.

À chaque spécialité commerciale correspond un numéro d'autorisation de mise sur le marché (AMM), qui figure en bonne place sur l'emballage. La réglementation limite l'application des produits phytosanitaires aux seuls usages pour lesquels ils sont homologués.

Chaque spécialité commerciale est autorisée pour :

- un type de culture (céréales...) ;
- un type de parasite (puceron...), de maladie (mildiou) ou d'adventice ;
- une dose d'emploi ;
- des conditions d'application.

Ces indications figurent sur l'étiquette du produit.

Pour consulter le registre : <https://www.anses.fr/fr/content/registre-des-amm-de-produits-phyto-et-mfsc>

Annexe 3 : Interventions culturales

Ce tableau reprend les interventions culturales sur les principales productions départementales. Cette liste est non exhaustive et ne saurait différencier les catégories de produits phytosanitaires utilisées. Cependant, il est important de préciser que les produits phytopharmaceutiques, tout comme les produits de biocontrôle sont autorisés à l'issue d'une évaluation complète des risques pour la santé humaine, la santé animale et l'environnement et conforme aux exigences françaises et européennes. La spécificité des produits phytosanitaires de biocontrôle est liée à leur caractère naturel ou leur mode d'action reposant sur des mécanismes naturels.

	Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<i>Cultures et opérations associées</i>													
Céréales d'été (maïs, soja, tournesol,...)	Semis												
	Fertilisation												
	Désherbage - herbicides												
	Protection de la culture – fongicides, insecticides												
	Récolte												
Céréales d'hiver (blé, orge, triticale,...)	Semis												
	Fertilisation												
	Désherbage - herbicides												
	Protection de la culture – fongicides, insecticides												
	Récolte												
Arboriculture (pommes, prunes...)	Fertilisation												
	Désherbage mécanique												
	Protection de la culture – fongicides, insecticides												
	Récolte												
Noix/Noisettes	Fertilisation												
	Désherbage mécanique												
	Protection de la culture – fongicides, insecticides												
	Récolte												
Fraisiculture	Plantation												
	Fertilisation												
	Protection de la culture												
	Récolte												
Viticulture	Entretien du sol / tonte												
	Fertilisation												
	Désherbage - herbicides												
	Protection de la culture – fongicides, insecticides												
	Vendanges												
Prairies	Récolte foin (pâturage et mécanique)												
	Entretien												
Légumes industriels	Semis												
	Fertilisation												
	Désherbage - herbicides												
	Protection de la culture – fongicides, insecticides												
	Récolte												
Fertilisation organique													